Quel rôle aujourd'hui pour les grandes îles en Méditerranée ? Une géopolitique « comparée » de l'insularité méditerranéenne

Joseph Martinetti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7752>

DOI : 10.4000/cdlm.7752

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 129-144

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Joseph Martinetti, « Quel rôle aujourd'hui pour les grandes îles en Méditerranée ? Une géopolitique « comparée » de l'insularité méditerranéenne », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7752> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7752>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Quel rôle aujourd'hui pour les grandes îles en Méditerranée ? Une géopolitique « comparée » de l'insularité méditerranéenne

Joseph Martinetti

- ¹ Au cœur du bassin méditerranéen, les îles constituent un ensemble territorial conséquent. Leur superficie additionnée est équivalente en effet à celle du Portugal ou de la Grèce continentale. Cependant la forte singularité de chacune de ces entités, leur dispersion dans des sous-ensembles géographiques disparates ne favorisent pas une approche globale de ces territoires. C'est pourtant une vision unitaire qui sera ici privilégiée afin de construire une problématique commune de l'insularité. Il s'agit en effet de comprendre comment ces îles font face aux recompositions géopolitiques d'un monde méditerranéen qui reste profondément clivé par une fracture entre rive nord et rive sud. Périphériques et dépendantes vis-à-vis de leur nation d'appartenance ou de l'ensemble communautaire européen auquel elles appartiennent, à l'exception de la République turque de Chypre Nord (RTCN), les « grandes » îles de Méditerranée offrent une « structuration » géopolitique très comparable. Elle repose sur l'existence d'une double tension, perceptible dans une longue durée géohistorique et qui fait de ces îles et de leurs sociétés des « objets » et des « sujets » à la fois. Elles sont les objets des stratégies territoriales des puissances du bassin méditerranéen. Si leur rôle d'escale maritime s'est aujourd'hui affaibli, elles conservent un statut « *d'antemurale* » des rives nord de la Méditerranée. Leur statut géopolitique contemporain en fait indéniablement des avant-postes de la « méta-frontière » méridionale de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. Mais leurs sociétés existent aussi comme des sujets à part entière et sont en quête d'une autonomie plus ou moins assumée, quelquefois exacerbée dans ses manifestations comme pour mieux signifier la difficulté de son difficile accomplissement. Elles surlignent alors leur droit juridique à la différence, à la protection culturelle et environnementale et à la quête d'un entre-soi, tout en s'installant non sans paradoxes dans une mono-fonctionnalité résidentielle qui

accentue leur dépendance et peut en faire des espaces de non-droit. À la fois traits d'union « naturels » entre les rives continentales de la mer intérieure et périphéries culs-de-sac d'un vaste ensemble européen et atlantique, les îles semblent dès lors prisonnières d'une aporie territoriale qui met en relief leur hyper-méditerranéité.

Présenter et penser l'insularité méditerranéenne

- 2 Dans les années 1970, Émile Kolodny a proposé une première approche comparative de l'insularité méditerranéenne¹. Ayant en effet rédigé une thèse de doctorat de troisième cycle sur le fait urbain en Corse², suivie d'une thèse d'État sur la population des îles de la Grèce³, le géographe aixois a pu acquérir une solide connaissance des terrains insulaires orientaux et occidentaux. S'inscrivant dans une démarche analytique, qui correspond à une géographie encore largement influencée par l'école classique française, il peut esquisser une vision d'ensemble de cette insularité en s'appuyant sur un inventaire statistique étoffé. Mais ses analyses préfigurent également le puissant renouveau de la géopolitique et de la géohistoire par la mobilisation abondante de thématiques d'ordre historique et civilisationnel afin de définir les caractéristiques du fait insulaire en Méditerranée.

Ses déséquilibres localisationnels et démographiques

- 3 On peut recenser 200 unités insulaires habitées en Méditerranée. Elles représentent une surface globale d'environ 100 000 km² et totalisent une population de plus de onze millions d'habitants. Les îles présentent une grande diversité typologique allant « du pullulement micronésique » cycladien⁴ aux véritables îles-continentales que sont la Sardaigne et la Sicile, et représentant à elles deux la moitié de la surface insulaire. Leur positionnement présente un double déséquilibre localisationnel. Les îles du bassin occidental représentent une superficie double de celle des îles du bassin oriental, et si les premières sont assez massives, les secondes présentent inversement une forme archipélagique. Mais on relèvera surtout leur bien plus grande proximité avec les rivages septentrionaux qui en fait donc, pour l'essentiel, des territoires européens. Les facteurs de proximité géographique avec l'Europe se conjuguent à leur évolution historique qui les intègre de fait à l'espace de la chrétienté latine ou orthodoxe.
- 4 Aujourd'hui, les États de religion majoritairement musulmane, Turquie, Tunisie et à un moindre titre Syrie et Albanie, exercent leur souveraineté sur moins de 1 316 km², soit à peine 1 % du territoire insulaire méditerranéen. En y adjoignant la partie turque de l'île de Chypre (RTCN), cet ensemble représente un peu moins de 5 % de la superficie insulaire méditerranéenne.

Une insularité latine et grecque

- 5 Latine ou orthodoxe, l'insularité méditerranéenne est donc surtout italienne et tyrrhénienne, grecque et égéenne comme permettent de le mettre en relief les tableaux suivants.

Tableau 1. Les insularités italiennes

Îles d'Italie	Statut	Superficie	Population 2012 Source : Observatoire des territoires / Istat.	Densité de population
Sicile (Italie)	Région autonome	25 711 km ²	5 048 000 hab.	196.3
Sardaigne (Italie)	Région autonome	24 090 km ²	1 674 000 hab.	69.5
Archipel toscan (Italie)	Partagé en deux provinces	289 km ²	33 000 hab.	114
Autres îles italiennes tyrrhéniennes	Archipel Pontien/Parthénopéen Latium/Campanie	86 km ²	71 000 hab.	825
Îles italiennes adriatiques	Isole Tremiti Pouilles/Foggia	3 km ²	500 hab.	166
Total insularité italienne		50 179 km² Soit 16.5 % du territoire italien	6 826 000 hab.	136

- 6 Ce premier tableau permet de souligner la dimension tyrrhénienne de l'insularité italienne. Elle est encore accentuée si l'on y ajoute la Corse française. C'est ainsi que les géographes italiens définissent jusqu'au milieu du xx^e siècle une *Italia insulare* avec ses trois grandes îles comme troisième composante de l'Italie géographique⁵.

Tableau 2. Les insularités grecques

Îles de Grèce	Statut Découpage Kallikratis 2011	Superficie	Population 2012 Source : Hellenic Stat. Authority 2011	Densité de population
Crète (Grèce)	Région (Périphérie)	8 336 km ²	615 000 hab.	74
Îles égéennes Nord Voreio Aigaio (Grèce)	Région (Périphérie)	3 838 km ²	199 000 hab.	52
Îles égéennes Sud Notio Aigaio (Grèce)	Région (Périphérie)	5 286 km ²	313 000 hab.	59
Autres îles grecques égéennes, intégrées administrativement à des régions continentales	Thasos/Samothrace Sporades/Eubée...	5 372 km ²	152 400 hab.	28.5
<i>Ensemble égéen grec</i>		<i>22 832 km² Soit 90.7 % du total</i>	<i>1 279 000 hab.</i>	<i>56</i>
Îles ioniennes Ionia Nisia (Grèce)	Région (Périphérie)	2 307 km ²	234 000 hab.	101.5
Total Grèce		25 167 km² Soit 19.1 % du territoire grec	1 515 000 hab.	60.5
Chypre Uniquement la partie grecque	État	5 510 km ²	862 000 hab.	163
Total insularité hellénique	Deux États souverains	30 677 km²	2 377 000 hab.	77.5

- 7 Le territoire insulaire de la Grèce en fait un des États les plus maritimes d'Europe. Quatre régions appelées en grec *periferies* sont ainsi exclusivement insulaires : la Crète, les îles de l'Égée septentrionale, les îles égéennes méridionales et les îles ioniennes. Les autres sont rattachées à des régions péninsulaires comme l'île de Cythère appartenant à la région Attique ou les Sporades à la région Thessalie. Avec le territoire grec de la République de Chypre, l'hellénité insulaire représente le second ensemble culturel homogène du monde insulaire méditerranéen.

Tableau 3. Les autres insularités méditerranéennes

Îles	Statut		Superficie	Population	Densité de population
Corse (France)	Région	UE	8 720 km ²	316 000 hab.	36
Total France		UE	8 755 km ² Soit 1.58 % du territoire de France métropolitaine	316 400 hab.	36
Baléares (Espagne)	Région autonome	UE	4 992 km ²	1 094 000 hab.	224
Îles de Croatie (Croatie)	Divisées en 7 comitats continentaux (zupanije)	UE	3 085 km ² Soit 5.5 % du territoire croate	121 000 hab.	39.2
Malte	État souverain	UE	316 km ²	417 000 hab.	1 320
Chypre RTCN	État souverain non reconnu		3 540 km ²	290 000 hab.	82
Total Chypre	État		9 250 km ²	1 152 000 hab.	124.5
Insularité turque	Îles mer de Marmara et côte Asie mineure		620 km ²	16 000 hab.	26
Îles « turcophones »	RTCN et Turquie		4 160 km ²	306 000 hab.	
Djerba (Tunisie)	Gouvernorat de Médenine		514 km ²	140 000 hab.	272
Archipel Kerkennah (Tunisie)	Gouvernorat de Sfax		160 km ²	15 000 hab.	94
Insularité tunisienne			690 km ²	155 000 hab.	224
Total insularité méditerranéenne			103 160 km ²	11 615 000 hab.	112

- 8 Les insularités italiennes et grecques au sens le plus large, géographique et culturel, représentent ainsi 86 % du territoire insulaire méditerranéen, 82 % de sa population et en déterminent largement les caractéristiques majeures.

La Méditerranée définie comme un concept géopolitique

- 9 L'insularité méditerranéenne se définit comme une insularité continentale. À la différence en effet de ce qui peut s'observer dans les insularités océaniques du Pacifique ou de l'océan Indien, les îles méditerranéennes se caractérisent par leur proximité avec les trois continents qui les entourent. Mer entre les terres, la Méditerranée est largement comprise aujourd'hui comme un concept⁶ opératoire que les géographes utilisent pour comprendre l'imbrication des dynamiques territoriales et maritimes. Olivier Dollfuss définit la Méditerranée comme :

Un ensemble quasi fermé, formé par un rivage relativement continu, entourant une masse d'eau de dimension suffisante pour que le rivage soit lui-même différencié des terres d'arrière-pays, et que les liaisons ne soient pas immédiates, mais assez limitée pour que la navigation soit aisée et les trajets d'assez courte durée⁷.

- 10 On observe ainsi, au nord du continent européen, un ensemble maritime qui lui est assez comparable : la mer Baltique. Cette dernière offre, à une échelle nettement réduite toutefois (400 000 km²), un ensemble diversifié d'îles continentales (Bornholm, Gotland) et d'États qui peuvent se définir par leur plus ou moins forte maritimité (Danemark, Estonie, Finlande). Avec la disparition du Rideau de fer à la fin des années 1980, cet ensemble balte présente désormais une cohérence géopolitique (Union européenne, OTAN) que seuls les 400 km environ de la « fenêtre » littorale russe peuvent remettre en question. On reste donc très éloigné des profonds écarts et disparités géopolitiques que propose le bien plus vaste bassin méditerranéen avec ses 2 500 000 km² de surface maritime. Dans un numéro de la revue *Hérodote*⁸, Yves Lacoste a pu définir l'espace maritime caraïbe comme une autre « Méditerranée ». Si sa dimension archipélagique et sa grande ouverture océanique la différencient grandement de la morphologie insulaire méditerranéenne, l'adoption de la démarche géopolitique lui donne une plus grande pertinence. Ces deux Méditerranées présentent en effet l'existence d'une même ligne de fracture⁹ entre rives nord et rives sud, clivées ainsi par d'importants différentiels politiques, économiques, culturels. Placées au cœur de cette ligne de partage, les îles y forment une périphérie à la fois récréative et sécuritaire pour les puissants ensembles régionaux auxquels elles appartiennent et jouent ainsi le rôle « d'avant-postes » ou « d'arrière-cours » de l'Amérique du Nord ou de l'Union européenne.

Une insularité connective

- 11 La vigueur du différentiel entre rives nord et rives sud combinée à l'évolution des techniques de navigation maritime depuis la Révolution industrielle entravent désormais le rôle de transit que peuvent jouer les îles méditerranéennes entre les continents européen, africain et asiatique et contribuent à en faire des culs-de-sac territoriaux. Une réflexion géohistorique permet de mettre en relief l'importance qu'elles ont pu exercer dans le passé par leur fonction connective. Pour les historiens britanniques Peregrine Horden et Nicholas Purcell¹⁰, la connectivité est une caractéristique essentielle de la maritimité méditerranéenne et les îles y participent pleinement. Elles ont, selon ces auteurs, largement contribué à consolider le tissu relationnel des routes maritimes de la mer intérieure et ont favorisé une large extension de la visibilité des terres, permettant ainsi aux navigateurs d'acquérir la maîtrise maritime d'un ensemble qui s'étire d'est en ouest sur 3 800 km :

So it becomes clear why long-distance voyages, above all voyages from east to west and south to north, could be made more safely and speedily along the chain of islands and coastlands in the northern waters of the Mediterranean¹¹.

- 12 Au sein de l'espace maritime, on peut alors distinguer une mer qui est toujours visible depuis les côtes continentales, péninsulaires et insulaires et une « pleine mer » sans visibilité possible :

Mutual visibility is at the heart of the navigational conception of the Mediterranean, and is therefore also a major characteristic of the way in which micro-regions interact across the water, along the multiple lines of communication that follow those of sight¹².

- 13 Cet espace de pleine mer se situe pour l'essentiel au large des côtes libyennes et égyptiennes. Bien moins étendue dans le bassin occidental, la surface de pleine mer s'y localise entre Sardaigne et Baléares et entre Sicile et Sardaigne. Henri Bresc¹³ nuance largement cette idée en précisant en effet que la connectivité n'est pas une permanence et qu'elle reste soumise à des facteurs socio-économiques et géopolitiques majeurs. À certains moments, « la Méditerranée est même une mer morte »¹⁴ et la guerre navale n'y apporte que destructions et repli continental. L'accessibilité des îles n'en est pas moins un enjeu crucial pour la maîtrise des mers et, de façon récurrente, leur importance stratégique mérite d'être toujours soulignée¹⁵.

Une insularité fragmentée

- 14 Disposées d'ouest en est comme autant de relais en Méditerranée, les îles sont relativement éloignées les unes des autres et ne peuvent en conséquence bénéficier de l'éventuelle synergie territoriale permise par la proximité. Seules, la Sardaigne et la Corse, qui s'échelonnent de façon linéaire comme un véritable pont entre la Toscane et l'Afrique et plus largement entre la rive nord européenne et la rive sud africaine, constituent un ensemble pluri-insulaire relativement compact de 34 000 km². Toutefois le jeu des basculements géopolitiques qui caractérise leur histoire respective, entre Gênes, Aragon, Piémont puis France et Italie, semble avoir à de nombreuses reprises empêché tout rapprochement unitaire. Ainsi, les villes sardes et les villes corses¹⁶ affectées par des changements de souveraineté n'ont jamais réussi à poursuivre la mise en synergie esquissée à l'époque médiévale et moderne par la dynamique colonie génoise de Bonifacio sur les terres méridionales de la Corse et celles de la Gallura¹⁷. Même lorsqu'elles constituent un archipel comme les îles Baléares avec une autonomie affirmée définie par les statuts de la Constitution espagnole de 1978, les îles peinent à définir une synergie territoriale. Les rapports entre les îles y sont constamment soumis à un jeu délicat d'équilibres politiques que doit assurer une structuration politique de l'archipel en emboîtements de conseils locaux¹⁸. La supériorité numérique de l'île de Majorque et de sa puissante capitale Palma fait en effet craindre aux autres îles l'affirmation d'un hégémonisme majorquin. L'équilibre politique de l'archipel est en

effet souvent fragilisé par la rivalité entre les îles Pityuses (Ibiza et Formentera) et les Gymésies, entre Majorque et Minorque. L'unité géopolitique de l'archipel est alors menacée au profit des grandes métropoles continentales, Barcelone, Valence ou Alicante, qui y redéfinissent leurs zones d'influence. Cette absence de synergie entre les îles méditerranéennes trouve sa traduction cartographique. En tant qu'espace terrestre discontinu, les îles trouvent difficilement leur place au Moyen Âge dans les descriptions du monde et elles sont souvent interprétées comme « l'archétype d'une perception symbolique de l'espace »¹⁹. La maîtrise maritime des rivages insulaires aboutit à une conceptualisation d'ensemble de l'insularité méditerranéenne au xv^e siècle avec la réalisation du premier atlas des îles par Cristoforo Buondelmonti. Le *Liber insularum archipelagi* constitue un compendium de cartes des îles de la mer Égée²⁰. Avec la réédition des tables ptoléméennes à la Renaissance, les grandes îles de Méditerranée sont associées aux trois grandes péninsules septentrionales d'Espagne, d'Italie et de Grèce, et forment ainsi avec elles des entités homogènes, préfigurant sans conteste les territoires des futurs États-nations. Les Baléares sont ainsi intégrées à l'*Hispania*, les trois grandes îles tyrrhéniennes à l'*Italia*²¹ tandis que la *Grecia* comprend son vaste chapelet de petites îles se terminant au sud par l'île de Candie, sans toutefois y intégrer Chypre rattachée à la table IV de l'Asie avec la Syrie, la Phénicie, la Judée²²...

La construction d'une conscience insulaire

- 15 Traiter de la problématique des îles en Méditerranée renvoie inévitablement au débat sur l'exceptionnalisme. Toute tentative de généralisation scientifique est en effet vite malmenée par la spécificité que peut constituer chaque cas particulier. Le vertige de la monographie, évoqué par le géographe Jean-Louis Tissier²³, menace alors toute tentative d'approche générale, mise à mal par le désordre des multiples individualités. Pourtant, en privilégiant une approche conscientisée et phénoménologique de l'insularité, la nissologie²⁴ a permis, dans les années 1970, de réactiver largement une approche heuristique des îles reposant sur le sentiment d'un même vécu insulaire. Les limites finies de l'île engendreraient en effet un rapport spécifique au temps et à l'espace. Les îles méditerranéennes ont largement alimenté cette réflexion²⁵. La conscience insulaire se traduit par des identifications collectives plutôt prononcées. Les Siciliens, les Corses, les Chypriotes arborent ainsi depuis une quarantaine d'années des pendentifs identitaires représentant les formes stylisées de leur île qui réactivent des représentations anciennes, comme peut l'attester le triangle stylisé de la *Trinacria* sicilienne. Ce sentiment est cependant un construit social qui répond à une demande. Il en subit en conséquence des dynamiques contradictoires. À Djerba, en Tunisie, il semble s'étioler depuis le rattachement de l'île à la péninsule de Zarzis et l'intensification de la fréquentation touristique. En Sicile inversement, les projets, certes aujourd'hui provisoirement abandonnés, de construction d'un gigantesque pont sur le détroit de Messine, n'ont pas atténué le sentiment d'une régionalité insulaire. L'insularité fait alors sens territorial et nourrit une idéologie qui vise à constituer des entités autonomes, voire indépendantes. Les petites îles n'en sont pas exemptes, à l'instar de celles de l'archipel des Kerkennah, distantes de moins de 20 km des côtes tunisiennes. La mémoire de Farhat Hached, fondateur de l'Union générale tunisienne du travail, assassiné en 1952²⁶, y consolide en effet l'idée d'une méditerranéité transcendant les clivages religieux et ethniques. Le programme Kallikratis de subdivision régionale de la Grèce, adopté en 2010, valorise la régionalité insulaire avec

la constitution de quatre ensembles insulaires homogènes. Ces nouvelles régions rejoignent un mouvement d'autonomisation nettement plus affirmé dans le bassin occidental de la Méditerranée sans remettre en cause toutefois les fondements de l'identité hellénique.

L'affirmation d'un déterminisme social « insulariste »

- 16 L'approche phénoménologique de l'insularité a fourni dès les années 1980 les fondements scientifiques d'une spécificité des îles. Elle a permis de légitimer la prise en compte des contraintes naturelles que « subissent » les îles et les a encouragées à s'organiser au sein des institutions européennes comme un lobby territorial. Les collectivités locales corses ont joué un rôle moteur en profitant de la dynamique d'intégration d'États fortement maritimisés au sein de l'Union européenne : Danemark, Grande-Bretagne en 1973, Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1985, Finlande en 1995... Jusqu'à l'intégration au cours de la décennie 2000 des États continentaux de l'Europe centrale et orientale, l'île est alors « magnifiée » comme archétype d'une régionalité européenne souhaitant s'émanciper des États-nations. Les îles Åland, territoire finlandais dans la mer Baltique, et résultat d'un compromis géopolitique hérité de la première guerre mondiale entre la Finlande et la Suède, deviennent alors l'exemple abouti d'une autonomie insulaire modélisable et transposable à l'ensemble des territoires insulaires européens²⁷. Territoires périphériques de l'Union européenne, les îles collaborent activement au sein d'une Commission des îles²⁸ et partagent leur expérience commune des rapports de force avec leur État respectif.

Pourtant on ne naît pas île...

- 17 Le médiéviste Henri Bresc reprend avec pertinence la formule développée par le politologue allemand Carl Schmitt pour caractériser les îles : « on ne naît pas île, on le devient quand on le veut vraiment »²⁹ affirme-t-il en effet à propos du cas de la société anglaise qui ne prend conscience de son insularité qu'à l'époque élisabéthaine et devient à partir de ce moment une véritable puissance maritime. Cette assertion rappelle salutairement la prééminence des constructions sociales dans les rapports que peuvent entretenir les hommes avec les lieux et renvoie aux réflexions de Lucien Febvre sur la prudence nécessaire des sciences sociales par rapport à toute forme de déterminisme, naturel ou social. Il est cependant séduisant, malgré son caractère déterministe, de reprendre l'opposition qu'établit Carl Schmitt entre la terre et la mer. En 1942, dans un ouvrage intitulé *Land und Meer*³⁰, le politologue développe en effet une dialectique du tellurique et du maritime, dont les prolongements géopolitiques sont considérables. Selon lui, la politique implique la frontière, elle est donc du côté de la terre. Inversement, la mer ne connaît pas de frontières, mais seulement des flux et des reflux, elle se situe du côté du commerce et de l'économie. Logique tellurique et logique maritime se cristallisent alors dans l'affrontement entre, d'une part, les puissances océaniques, hier la Grande-Bretagne, aujourd'hui les États-Unis et, d'autre part, les puissances continentales du « bloc eurasiatique ». Le sociologue Zygmunt Bauman revalide largement ce concept afin de comprendre la nature qu'il qualifie de « profondément liquide » de la postmodernité³¹ telle qu'elle s'exprime aujourd'hui dans le processus de mondialisation. Les îles s'inscriraient ainsi comme des acteurs importants de cette « liquidité » contemporaine et participeraient dès lors au processus

de « déstabilisation » des États, en facilitant en particulier le contournement des politiques étatiques. Zones franches, droits particuliers permettent d'y développer ce que des géographes n'hésitent pas à qualifier, peut-être abusivement, d'antimonde³². Cet éclairage permet également de comprendre l'énigmatique titre choisi par les historiens Horden et Purcell pour la Méditerranée, « la mer qui corrompt ».

Des territoires soumis à une double tension

- 18 Selon les contextes géopolitiques, les territoires insulaires sont alternativement passifs et actifs, objets et sujets. Ils subissent en conséquence une tension générée par cette alternance de rôles plus ou moins assumée en faisant des îles les objets de rivalités stratégiques pour le contrôle de la Méditerranée. Cette tension rend les territoires insulaires dépendants et développe les caractères d'une hyper-méditerranéité de leurs sociétés, prisonnières de nombreux paradoxes, entre ouverture et fermeture, archaïsme et modernité. Si aujourd'hui les îles n'exercent plus la fonction stratégique et militaire qu'elles ont pu avoir³³, cette dernière a structuré en profondeur leur organisation géographique, tout aussi bien leurs réseaux urbains que leurs espaces productifs.

Une nécessaire géohistoire des îles en Méditerranée

- 19 Au Moyen Âge, les îles méditerranéennes se situent sur une « méta-frontière » civilisationnelle entre rive sud et rive nord, entre Islam et Chrétienté latine et grecque. Elles connaissent d'ailleurs des basculements successifs dans ces trois aires de civilisation. Dans le bassin occidental, la Sicile et les Baléares deviennent ainsi des centres dynamiques du monde arabo-musulman. Corse et Sardaigne à l'inverse restent dans l'orbite mal défendue de la Chrétienté latine et elles arborent aujourd'hui encore les fiers drapeaux à tête de Maure, symbole de la domination latine sur l'Islam, et revendiqués comme le fondement de leur identité. Leur nature plus montagneuse les rend moins aptes à une mise en valeur agraire et peut expliquer leur statut plus périphérique de « frontières ouvertes » du monde chrétien. À partir du XIII^e siècle, la Sicile est reconquise par les Normands. L'archipel des Baléares est investi par les Aragonais qui le « catalanisent », culturellement et ethniquement. Les îles du bassin occidental sont alors irréversiblement intégrées aux puissances chrétiennes de la rive nord. Les îles du bassin oriental connaissent pour leur part une autre scansion géopolitique liée aux vicissitudes de l'Empire chrétien d'Orient. Intégrées à l'Empire byzantin et profondément hellénisées depuis la plus haute Antiquité, elles sont investies par les chrétiens d'Occident qui en comprennent l'intérêt stratégique pour leurs intérêts commerciaux (Gênes et Venise), ou pour le contrôle des voies maritimes de la Terre Sainte (Chevaliers francs comme les Lusignan³⁴ à Chypre). L'expansion ottomane les soumet à l'époque moderne et elle remet en cause leur homogénéité ethnique avec l'arrivée de colons turcs. C'est avec l'affirmation du nationalisme grec au XIX^e siècle, face à un Empire ottoman « malade », que s'opère la reconquête chrétienne des îles grecques. L'île de Crète ne réintègre la nation grecque qu'en 1913. Après la terrible guerre gréco-turque, le traité de Lausanne en 1923 planifie des transferts massifs de populations. Pour la seule Crète, 30 000 Turcs « crétois » sont ainsi « échangés » contre 50 000 Grecs installés en Anatolie et en Cilicie. Seule la présence

britannique à Chypre depuis 1878 pérennise la coexistence des deux communautés, grecque majoritaire et turque³⁵. Ainsi la longue durée géohistorique paraît finaliser l'appartenance péninsulaire des îles qui est proposée dans les tables de Ptolémée. Un ensemble italique regroupe les trois grandes îles tyrrhéniennes, un ensemble grec s'affirme avec Chypre, tandis que les Baléares s'insèrent dans un vaste ensemble ibéro-catalan.

Ptolémée contrarié...

- 20 L'affirmation de la France puis de l'Angleterre dans le jeu méditerranéen brouille et complexifie cette répartition péninsulaire/insulaire déterminée par des facteurs naturels, culturels et ethniques. Elle démontre aussi la dépendance qui caractérise dorénavant et jusqu'à aujourd'hui le bassin méditerranéen. Les îles à partir du XVIII^e siècle se situent au cœur d'une stratégie de consolidation de l'emprise britannique sur la Méditerranée. Gibraltar (1703) puis Minorque (1708) deviennent anglaises tandis que les rivalités maritimes franco-britanniques permettront épisodiquement de renforcer le contrôle anglais sur les grandes îles tyrrhéniennes. Avec l'acquisition de Malte en 1800, les Britanniques déploient au XIX^e siècle une stratégie encore plus globale. Ils renoncent aux positions septentrionales de Corse ou de Minorque et se concentrent sur le contrôle du passage méridional, de Gibraltar jusqu'au canal de Suez, ouvert en 1869 et permettant un accès à l'Empire des Indes. Les Britanniques magnifient ainsi l'idée d'une connectivité méditerranéenne avec un dispositif stratégique solide. Malte et Chypre leur assurent ainsi la maîtrise de la mer intérieure. La France, pour sa part, évincée partiellement du bassin oriental par les Britanniques, consolide son emprise sur le bassin occidental dont elle contrôle à partir de 1830 les rivages continentaux africains. Toutefois l'unification italienne à partir de 1860 permet l'émergence d'une stratégie rivale qui aspire à s'ancrer sur les rivages africains de Tunisie³⁶ et de Libye ainsi que sur le littoral ottoman insulaire d'Asie Mineure. L'acmé de l'expansionnisme italien se situe dans les années 1930 avec la volonté affichée par le fascisme de reconquérir le *Mare nostrum*. Pour le géographe Antonio Renato Toniolo³⁷, la Corse s'intègre à un système de défense « naturelle » de l'Italie et son appartenance française constitue un grave péril pour la sécurité de la nation. Le discours du Duce prononcé au moment de l'entrée en guerre en 1939 concrétise la vision géopolitique méditerranéenne de l'Italie fasciste :

*L'Italia non ha quindi una libera comunicazione cogli oceani ; l'Italia è quindi realmente prigioniera nel Mediterraneo e più l'Italia diventerà popolosa e potente e più soffrirà della sua prigionia. Le sbarre di questa prigione sono la Corsica, la Tunisia, Malta, Cipro : le sentinelle di questa prigione sono Gibilterra e Suez. La Corsica è una pistola puntata sul cuore dell'Italia ; la Tunisia sulla Sicilia, mentre Malta e Cipro costituiscono una minaccia a tutte le nostre posizioni del Mediterraneo centrale ed occidentale*³⁸.

- 21 L'image d'une île braquée sur le cœur d'une nation est d'ailleurs reprise en 1983 par l'ancien président turc Turgut Ozal qui proclame en effet que :

Chypre est une île qui perce le milieu de la Turquie comme un poignard... extrêmement vitale du point de vue de notre sécurité, cette île ne devra donc pas être entre les mains de nos ennemis. L'insistance des Turcs dans le nord de l'île est une garantie dans cette direction³⁹.

Les îles ont-elles conservé cette fonction stratégique ?

- 22 Si elle paraît avoir décliné, la fonction stratégique des îles méditerranéennes reste une profonde réalité. Elle l'est tout d'abord de façon structurelle. Territoires malléables dans cette mer de la connectivité ouverte à des stratégies d'envergure désormais planétaires, les îles sont façonnées, géographiquement, par les anciennes et actuelles rivalités de pouvoir. Elles sont désormais les avant-postes du système de défense atlantique vers le Sud et se situent au cœur d'un dispositif faisant de la Méditerranée un « lac américain ». Elles sont toutes intégrées à l'espace de l'OTAN sauf Malte qui lui est associée dans un partenariat stratégique pour la paix depuis 2008 et Chypre dont le statut reste précaire depuis la partition de l'île en 1974 et étroitement lié à une normalisation des rapports gréco-turcs⁴⁰. L'intervention militaire occidentale en Libye en 2011 contre le régime du colonel Kadhafi a confirmé le statut d'*antemurali* que jouent les grandes îles de Méditerranée. La Corse, la Sardaigne, la Sicile, la Crète, Chypre et les îles ioniennes ont joué à des titres divers un rôle dans le dispositif d'attaque par les aviations occidentales. Les îles constituent ainsi la méta-frontière méridionale de l'espace de défense occidental, consolidé désormais par la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009 et par la fin de la politique de neutralité « tiers-mondiste » de l'île de Malte.

Des îles contestataires...

- 23 Le cas maltais démontre toutefois que les sociétés insulaires sont aussi des acteurs dans la définition du positionnement géostratégique des îles et qu'elles entendent ainsi valoriser leur rente de situation géopolitique. Ainsi, indépendante depuis 1964, l'île de Malte s'était engagée avec Dom Mintoff (1916-2012) dans une politique de neutralité affirmée pour mieux rompre avec son passé colonial britannique et valoriser sa

position exceptionnelle entre monde arabe et Occident, entre bloc soviétique et bloc occidental. Malte s'est alors retirée de l'OTAN en 1971. Toutefois, avec son intégration dans l'Union européenne en 2004 puis dans la zone euro en 2008, l'île consolide son arrimage à la rive nord de la Méditerranée. Plus généralement, les sociétés insulaires peuvent affirmer la volonté de démilitariser leur territoire et de rompre avec un passé que certains n'hésitent pas à qualifier de « colonial ». L'émergence des sociétés civiles, fortement teintées de velléités nationalistes se traduit par une remise en cause de l'emprise militaire nationale, voire occidentale. En Sardaigne, mouvements autonomistes et écologistes ont ainsi obtenu en 2008 la fermeture de la base maritime américaine nucléaire de la Maddalena. Le réveil autonomiste en Corse est associé au début des années 1960 au refus d'implantation d'une base de recherches militaires nucléaires à l'Argentella près de Calvi, tandis que la violence nationaliste des années 1970 et 1980 s'est focalisée sur la présence de la Légion étrangère à Corte, promu au même moment comme capitale symbolique et universitaire de la Corse autonome. Malgré un contexte encore tendu et une partition de l'île arbitrée par les forces de l'ONU, la présence des deux grandes bases britanniques d'Akrotiri et de Dekhelia, considérée pourtant par les Chypriotes grecs comme une garantie contre la présence militaire turque dans la partie Nord de l'île, a pu et peut encore être contestée. Les populations locales ont ainsi manifesté contre des installations radio britanniques jugées nocives en 2001, et plus globalement les Chypriotes grecs ont remis en cause en 2013 l'utilisation des bases aériennes pour une offensive occidentale contre la Syrie d'Hafez El Assad⁴¹.

Les îles avant-postes de l'Union européenne, de l'espace Schengen et de la zone euro...

- 24 Les îles de Méditerranée à l'exception des îles tunisiennes et turques et surtout de la République turque de Chypre Nord (RTCN) sont désormais toutes intégrées à l'espace économique de l'Union européenne. Placées à la limite méridionale des rives nord de la Méditerranée, elles constituent à la fois le verrou et le point de passage du vaste mouvement migratoire vers l'Union européenne en provenance du monde arabe, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie moyen et extrême-orientale. Au cœur d'une actualité dramatique, elles constituent depuis vingt ans les points d'arrivée de réseaux d'immigration et se présentent ainsi paradoxalement comme des frontières fermées et relativement poreuses de l'Union européenne. La ligne verte séparant la RTCN de Chypre⁴², les îles grecques, Malte, Lampedusa et les îles Pélages, Pantelleria, mais aussi la Sicile, la Sardaigne, les Baléares et même la Corse⁴³ située pourtant au nord du bassin méditerranéen ont plus ou moins occasionnellement assisté à l'arrivée d'embarcations de passagers clandestins. Dans cette logique migratoire, une hiérarchie fonctionnelle des espaces est perceptible. Les îles y jouent un rôle de transit des migrants. Elles constituent les sas d'une immigration que les services administratifs et sécuritaires nationaux et européens comme l'agence Frontex⁴⁴ tentent de contrôler. Les îles filtrent et redistribuent les flux de migrants clandestins⁴⁵.

Les sociétés insulaires face à l'immigration et à l'altérité...

- 25 Comment réagissent les sociétés insulaires à cette fonction majeure qui leur est désormais impartie ? La République de Malte adopte une politique stricte

d'encadrement et de refoulement qui a pu être sévèrement critiquée par le Conseil de l'Europe⁴⁶. Un consensus s'est en effet défini sur ce petit archipel profondément attaché à son identité arabo-chrétienne pour limiter sévèrement l'immigration. Les îles italiennes assument davantage leur fonction de transit comme le soulignent les études de l'université de Sassari⁴⁷ sur la communauté sénégalaise. La Sardaigne constitue une étape migratoire entre Europe du Nord et Sénégal où peuvent s'activer des réseaux de solidarité ethniques et familiaux entre migrants. La Corse, française et qui concentre en conséquence la plus forte proportion d'étrangers, ainsi que les Baléares en quête d'une abondante main-d'œuvre pour leur puissante industrie touristique, interprètent la question migratoire à l'aune des revendications régionalistes corsistes et catalanistes. L'actualité corse a pu être ponctuée d'attentats contre la communauté maghrébine tandis que les Baléares veillent à catalaniser linguistiquement une population migrante qui est bien souvent d'expression castillane. Dans les îles grecques, les migrants peuvent être piégés par les directives Dublin II (2003) sur le droit d'asile et sont alors amenés à chercher des moyens de subsistance. L'industrie touristique et les exploitations agricoles disposent alors d'une main-d'œuvre largement sous-payée et qui peut subir des formes de domination révoltantes⁴⁸.

- 26 *Antemurali* de la rive européenne de la Méditerranée, les îles sont prisonnières d'une aporie territoriale. Périphéries maritimes d'un espace européen attractif, elles constituent malgré elles des points de passage stratégiques. Leur économie productive est également prise en étau entre Nord et Sud et subit une concurrence qui entrave son développement et les incite à valoriser presque exclusivement une double fonction d'économie résidentielle et d'économie financière plus ou moins opaque. Traits d'union naturels entre les deux rives, les îles se présentent alors comme des espaces périphériques de l'Union européenne, des « culs-de-sac » dépendant de stratégies géopolitiques globales et affirmant avec vigueur leur identité locale pour mieux se protéger d'enjeux qui les dépassent. Le géographe Maurice Le Lannou a parfaitement résumé cette contradiction en 1964 dans un article du journal *Le Monde* en affirmant ainsi à propos de la Corse que « les îles se donnent et se refusent ».

NOTES

1. Émile Kolodny, « Aspects d'ensemble de l'insularité méditerranéenne », *Bulletin de l'association des géographes français*, n° 435-436, 1976, p. 191-196.
2. Émile Kolodny, *La géographie urbaine de la Corse*, Paris, Sedes, 1962.
3. Émile Kolodny, *La population des îles de la Grèce, essai de géographie insulaire en Méditerranée orientale*, Aix-en-Provence, Édisud, 1974, 3 vol., 829 p.
4. Émile Kolodny, « Aspects d'ensemble... », art. cit., p. 192.
5. Roberto Almagia, *L'Italia*, t. I, Torino, UTET, 1959.
6. Jean-Baptiste Arrault, « À propos du concept de méditerranée. Expérience géographique du monde et mondialisation », *Cybergéo, European Journal of geography*, document 332, 2006, en ligne <http://cybergeog.revues.org/13093>.

7. Olivier Dollfus, « Méditerranées, essai d'analyse géographique », *L'espace géographique*, t. 24, n° 3, 1995, p. 193-199.
8. Yves Lacoste, « Les deux Méditerranées, éditorial », *Hérodote*, n° 27, novembre-décembre 1982.
9. Bernard Kayser, *Méditerranée, une géographie de la fracture*, Aix-en-Provence, Édisud, 1996.
10. Peregrine Horden et Nicholas Purcell, *The corrupting sea. A study of Mediterranean history*, Oxford, Blackwell, 2000.
11. *Ibid.*, p. 138.
12. *Ibid.*, p. 126.
13. Henri Bresc, « Îles et tissu "connectif" de la Méditerranée médiévale », *Médiévales. Langues, textes, histoire*, automne 2004, p. 123-138.
14. *Ibid.*, p. 125.
15. André Nouschi, « Îles et stratégie en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 68, 2004, p. 105-119.
16. Joseph Martinetti, « Une géohistoire des systèmes urbains de la Corse et de la Sardaigne, entre bifurcations géopolitiques et identités insulaires », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 86, juin 2013, p. 195-206.
17. Francis Pomponi, « Bonifacio et la troisième île », dans Salvatore Brandanu (dir.), *La Gallura, una regione diversa in Sardegna*, San Teodoro, ICI Mar, 2001, p. 209-230.
18. Barbara Loyer, *Géopolitique de l'Espagne*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 125-128.
19. Nathalie Bouloux, « Les îles dans les descriptions géographiques et les cartes du Moyen Âge », *Médiévales*, n° 47, automne 2004, p. 47-62.
20. Giuseppe Ragone, « Il *Liber insularum archipelagi* di Cristoforo Buondelmonti, filologia del testo, filologia dell'immagine », dans Didier Marcotte (éd.), *Humanisme et culture géographique à l'époque du concile de Constance*, Turnhout, Brepols, 2002.
21. Disponible sur Gallica BNF, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b5963841x>.
22. Giacomo Cantelli, *La Grecia universale antica paragonata con la Moderna : con le direzioni delle Carte Migliori è de piu accreditati Scrittori di Geografia*, disponible sur Gallica BNF, <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b5962144f>.
23. Jean-Louis Tissier, « Îles, insularité, isolement », *Documents pour l'histoire du vocabulaire scientifique*, n° 3, 1984, p. 49-67.
24. Abraham Moles, « Nissologie ou science des îles », *L'espace géographique*, n° 4, 1982, p. 281-289.
25. Anne Meistersheim, *L'île-laboratoire*, Corte, Alain Piazzola, 1999.
26. Abdesslem Ben Hamida, « Migrations et modernité dans les îles Kerkennah », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 68, 2004, p. 153-167.
27. Jean-Didier Hache (dir.), *Quel statut pour les îles d'Europe ?*, Paris, L'Harmattan, 2000.
28. Voir la définition des îles que donne la Commission des îles au sein de la conférence des régions périphériques : <http://www.commissiondesiles.org/>.
29. Henri Bresc, « Îles et tissu "connectif" de la Méditerranée médiévale », art. cit., p. 131.
30. Carl Schmitt, *Land und Meer*, traduction française *Terre et Mer*, Paris, Le Labyrinthe, 1985.
31. Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, Paris, Pluriel Fayard, 2013.
32. Nathalie Bernardie-Tahir, *L'usage de l'île*, Paris, Petra, 2011 et pour une critique du concept : Joseph Martinetti, compte-rendu de l'ouvrage de Nathalie Bernardie-Tahir, *L'usage de l'île*, publié dans *Études corses*, n° 74, juin 2012, p. 137-142.
33. André Nouschi, « Îles et stratégie en Méditerranée », art. cit.
34. Jean-Claude Cheynet, « Chypre byzantine et franque », juin 2003, en ligne sur *Clio*, http://www.clio.fr/bibliotheque/pdf/pdf_chypre_byzantine_et_franque.pdf.
35. Achille Emilianides, *Histoire de Chypre*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 1009, 1963.
36. Juliette Bessis, *La Méditerranée fasciste, l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Publications de la Sorbonne, Karthala, 1980.

37. Antonio Renato Toniolo, « Ragioni geografiche dell'italianità della Corsica », *Bollettino della Società Geografica Italiana*, V, 1940, p. 434-444.
38. Discours de Mussolini au Grand conseil fasciste, tenu dans la nuit du 4 au 5 février 1939.
39. Pierre Blanc, « Chypre, une île à hauts risques », *Hérodote*, 3^e trimestre 1998, p. 105.
40. Le nouveau ministre chypriote des Affaires étrangères, Ioannis Kasoulides, conservateur, souligne la volonté de son pays de se rapprocher de l'OTAN, dont il n'est pas membre, pour conforter sa « crédibilité » dans l'Union européenne. AFP, 6 mars 2013.
41. « Cypriots take antenna opposition to Britain », *The Guardian*, 6 août 2002. En 2013, les Chypriotes sont aussi inquiets de l'arrivée massive de réfugiés syriens.
42. Étienne Copeaux et Claire Mauss, « La ligne verte, frontière de l'Union européenne ? Limites, frontières et démarcations à Chypre », *EchoGéo*, septembre-décembre 2011.
43. En janvier 2010, près de Bonifacio, on note le débarquement illégal de 125 Kurdes transitant par l'Albanie et la Sardaigne, Express AFP, 23 janvier 2010.
44. Florian Ballif et Stéphane Rosière, « Le défi des "teichopolitiques". Analyser la fermeture contemporaine des territoires », *L'espace géographique*, vol. 38, 2009, p. 193-206.
45. Aide Esu et Simone Maddanu, « Les migrants clandestins tunisiens et l'hétérotopie », *Strade*, 2014, à paraître, actes du colloque « Villes et insularité », 18 et 19 octobre 2013, Bastia, ADECEM.
46. Claire Rodier et Catherine Teule, « L'Europe sous la menace du syndrome maltais », *Cultures et conflits*, n° 57, 2005, p. 119-155.
47. Andrea Faedda, « Habiter la différence, enquête sur les espaces relationnels de la ville multiculturelle », *Strade*, à paraître, actes du colloque.
48. « Crète : deux agriculteurs tabassent cinq travailleurs immigrés... qui se font arrêter par la police », 17 octobre 2013, journal grec en ligne *Okeanews*, <https://www.okeanews.fr/20131017>.

RÉSUMÉS

Les îles de Méditerranée peuvent difficilement être abordées de façon unitaire. Chaque ensemble présente en effet une forme d'exceptionnalité géographique, liée sa taille, à son positionnement et à son contexte géohistorique. L'objectif de cette contribution consiste pourtant à les présenter comme un ensemble territorial relativement homogène faisant face aux recompositions géopolitiques de l'espace méditerranéen en cours. Jouant le rôle d'*antemurali* de l'espace occidental en Méditerranée et placées sur la méta-frontière méridionale de l'Union européenne, les îles présentent en effet une même tension géopolitique engendrée par leur double statut d'objet et de sujet territorial.

The islands of the Mediterranean Sea can be approached with difficulty in a unitarian way. Every set indeed presents a shape of geographical exceptionalism with its own size, position and its geo-historical context. The objective of this communication consists nevertheless in presenting them as a relatively homogeneous territorial group, facing the geopolitical reorganizations in the Mediterranean space. Playing the role of "antemurali" of the western countries in the Mediterranean Sea and placed on Southern "meta-border line" of the European Union, islands indeed present the same geopolitical tension engendered by their double status of object and territorial subject together.

INDEX

Mots-clés : îles, insularité, géopolitique de la Méditerranée, méta-frontière, Union européenne et Méditerranée

Keywords : islands, insularity, geopolitics of the Mediterranean, meta-border line in the Mediterranean, European Union and the Mediterranean

AUTEUR

JOSEPH MARTINETTI

Joseph Martinetti est maître de conférences en géographie politique à l'université de Nice et membre du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine. Il collabore avec l'équipe de géopolitique de la revue *Hérodote* et a participé à la *Nouvelle géopolitique des régions françaises* dirigée par Béatrice Giblin (2005). Il a publié en 2007 une *Géopolitique de la Corse*, chez Armand Colin et travaille actuellement à une géopolitique comparée des îles de Méditerranée occidentale. joseph.martinetti@orange.fr